



LPA-CGR avocats











SMART ALERT
















LISTE ETNC 2024 (mise à jour)

Introduite par la loi 2009-1674 du 30 décembre 2009, la liste des Etats et territoires non coopératifs (« ETNC ») mentionnée à l'article 238-0 A du CGI a été modifiée par l'arrêté ECOE2404539A du 16 février 2024 publié au Journal officiel 17 texte n° 7.

Cette nouvelle liste des ETNC compte trois nouveaux arrivants :

- la Russie ;
- le Belize ;
- et Antigua-et-Barbuda.

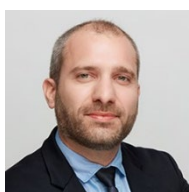
Liste effective depuis le 1 ^{er} mai 2023		Nouvelle liste effective au 1 ^{er} mai 2024	
Etats ou territoires	Motif de classement	Etats ou territoires	Motif de classement
Anguilla 	Critères de l'échange d'informations fiscales et critère européen des montages extraterritoriaux	Anguilla 	Idem 2023
		Antigua-et-Barbuda (nouveau) 	Critères européens autres que les montages extraterritoriaux
Bahamas 	Critère européen des montages extraterritoriaux	Bahamas 	Idem 2023
		Belize (nouveau) 	Critères européens autres que les montages extraterritoriaux
Fidji 	Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Fidji 	Idem 2023
Guam 	Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Guam 	Idem 2023

Iles Turques et Caïques		Critère européen des montages extraterritoriaux	Iles Turques et Caïques		Idem 2023
Îles Vierges américaines		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Îles Vierges américaines		Idem 2023
Îles Vierges britanniques		Critères de l'échange d'informations fiscales	Sortie de liste		
Palaos		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Palaos		Idem 2023
Panama		Critères de l'échange d'informations fiscales et critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Panama		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux
			Russie (nouveau)		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux
Samoa		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Samoa		Idem 2023
Samoa américaines		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Samoa américaines		Idem 2023
Seychelles		Critères de l'échange d'informations fiscales	Seychelles		Critères de l'échange d'informations fiscales et critère européen des montages extraterritoriaux
Trinité et Tobago		Critères européens autres que les montages extraterritoriaux	Trinité et Tobago		Idem 2023
Vanuatu		Critère européen des montages extraterritoriaux	Vanuatu		Critère européen des montages extraterritoriaux

Pour rappel, la notion d'ETNC est utilisée par le code général des impôts dans le cadre de plusieurs mécanismes fiscaux dissuasifs, en particulier :

- L'interdiction d'imputer les retenues à la source sur dividendes, intérêts ou redevances provenant d'un ETNC et supportées par les structures étrangères, dans le cadre du mécanisme du « *controlled foreign company* » (art. 209 B CGI) ;
- La limitation de la déduction des charges liées au paiement vers un ETNC, d'intérêts, de redevances ou au titre d'une prestation de services (article 238 A CGI) ;
- La majoration du taux de retenue à la source (75%) au titre de paiement, vers un ETNC, de dividendes (art. 119 bis CGI) ; de certains revenus non salariaux et assimilés (art. 182 B CGI) ; de revenus d'artistes (art. 182 A bis CGI) ; d'intérêts versés à un créancier (art. 125 A CGI) et en matière de plus-values réalisées en France par des non-résidents situés dans un ETNC (art. 244 bis B CGI) ;
- La limitation de l'application du régime mère-fille lors de distributions réalisées par des sociétés situées dans un ETNC (art. 145 CGI), ainsi que pour le régime des plus-values à long terme de cession de titres de sociétés établies dans un ETNC (art. 219 CGI, I, a, sexies-0 ter) ;
- Ou encore, la dispense dont bénéficie l'administration fiscale de démonstration d'un lien de dépendance ou de contrôle des sociétés en matière de prix de transfert (art. 57 CGI).

La nouvelle liste s'appliquera à compter du premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté, soit le 1er mai 2024.



Mathieu Selva-Roudon

Avocat associé

Droit fiscal

mselva-roudon@lpalaw.com